

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**EXTERNALISATION DES ACTIVITES A CARACTERE
CULTUREL, SPORTIF ET DE LOISIRS EN FAVEUR DES
AGENTS DE LA COLLECTIVITE DE CORSE,
A L'ASSOCIATION C.O.S.C.D.C**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet de présenter le dispositif d'externalisation, par convention à l'association Comité des Œuvres Sociales de la Collectivité de Corse (C.O.S.C.D.C) de l'organisation, de la gestion et de l'animation d'activités à caractère culturel, sportif et de loisirs en faveur des agents de la Collectivité de Corse, issu du règlement d'action sociale réalisé au bénéfice des agents de la Collectivité de Corse et présenté à votre Assemblée par ailleurs dans le rapport n° 2018/E6/250.

Les lois du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale sont venues modifier le cadre réglementaire en qualifiant l'action sociale de dépense obligatoire.

Dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016, l'harmonisation des conditions d'emploi, pour les collectivités regroupées, doit être déterminée par des délibérations relatives à ces dispositifs et à leurs modalités de mise en œuvre à l'échéance du 1er juillet 2018, avec une date d'application à l'ensemble des personnels au plus tard au 1er juillet 2019.

La démarche a été menée en concertation avec les représentants du personnel dans le cadre d'un groupe de travail réuni en perspective de l'adoption de nouvelles conditions d'emploi relatives à l'action sociale des agents, basées sur un principe d'harmonisation des dispositifs antérieurs présentant des disparités entre collectivités et ce sans attendre juillet 2019.

Il s'agit donc pour la Collectivité de Corse, à travers la construction d'un nouveau dispositif d'action sociale, de proposer des modalités harmonisées fondées sur une politique volontariste forte en matière d'amélioration des conditions de vie de tous les agents.

Les orientations du nouveau dispositif instauré pour l'année 2018 sont fondées sur les principes suivants :

- affirmer et renforcer les principes d'équité en rendant l'action sociale accessible à tous les agents de façon équitable sur le territoire au regard notamment des situations financières et familiales de chacun en faisant application du principe du quotient familial et de solidarité, favorisant les revenus les plus modestes,
- favoriser la cohésion et le lien social entre les agents de la Collectivité de Corse,
- améliorer les conditions de vie de ces agents et leur donner les moyens de faire face aux aléas de la vie.

Cette politique sera mise en œuvre par l'intermédiaire de deux modes d'intervention, avec :

- des prestations d'action sociale gérées directement par la Collectivité de Corse,
- des prestations de loisirs dont la gestion sera assurée par le Comité des Œuvres Sociales de la Collectivité de Corse (COSCDC) par externalisation. Les prestations externalisées seront servies selon les principes d'équité, de solidarité, de promotion du lien social et d'amélioration des conditions de vie des agents.

Dans le cadre de cette externalisation des activités à caractère culturel, sportif et de loisirs, la Collectivité de Corse soutiendra financièrement le COSCDC au travers d'une convention définissant les objectifs et les moyens relatifs au fonctionnement de l'association, dont le projet figure en pièce jointe.

Cette convention définit également, dans le cadre des engagements réciproques de la Collectivité et dudit comité, les domaines d'activité du COSCDC et ses principales missions.

L'association reçoit annuellement une subvention de la collectivité de 306 000€, et détermine librement les activités qu'elle souhaite mener ainsi que la participation éventuelle des adhérents, dans le respect des principes susvisés.

Cette convention et les résultats réalisés par le COSCDC feront l'objet d'une évaluation dès la fin de l'année 2018.

Je vous précise que les crédits sont inscrits au budget de la collectivité (programme N6161).

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer.